

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Résorption de l'habitat indigne, Economie sociale et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absents / Excusés :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier œuvre en matière de santé publique et de lutte contre l'habitat indigne. Dans le cadre de cette stratégie, il a été acté de développer les projets relatifs à l'amélioration des conditions de vie.

L'Association pour la diffusion de la médecine de prévention (ADIMEP) a pour objet d'améliorer les conditions de vie des personnes dites en situation d'incurie ou atteinte du syndrome de Diogène, en proposant une évaluation de l'état de santé et un accompagnement par un professionnel de santé, et en aidant ce public à se réapproprier un logement exempt de risque sanitaire pour eux-mêmes et le voisinage.

En effet, la Ville de Montpellier, qui intervient à la suite des signalements de logements insalubres ou dangereux, fait le constat d'un certain nombre de personnes en situation préoccupante, souvent isolées et exposées à des risques importants. Leur prise en charge, complexe, relève à la fois du domaine médical et social. Un accompagnement global et dans la durée par un professionnel de santé peut permettre d'obtenir une évolution favorable et d'éviter le recours à des procédures coercitives issues des polices de l'habitat.

Pour permettre à l'ADIMEP d'accompagner la Collectivité en matière de santé publique et de lutte contre l'habitat indigne, il y a lieu de lui allouer une subvention selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE PUBLIQUE LUTTE CONTRE LES SITUATIONS D'INCURIE ET L'HABITAT INDIGNE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ADIMEP	00005510	Dispositif d'accompagnement médicale et sociale des situations d'incurie	15 000 €
TOTAL			15 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution, le cas échant ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention ADIME Ville MTP v6.9.24

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278344-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

CONVENTION D'OCTROI DE SUBVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCURIE ET L'HABITAT INDIGNE

ENTRE

La Ville de Montpellier, 1 place George Frêche, 34000 Montpellier

Ci-après dénommée : « Ville de Montpellier »,

Représentée par son maire en exercice, Michael Delafosse, d'une part,

Et

L'Association pour la diffusion de la médecine de prévention – 66 chemin du vallon
CS 54420 31405 Toulouse cedex 4

Ci-après dénommée : « ADIMEP »,

Représentée par M. Dominique RAYNAL, agissant en sa qualité de Président, d'autre part,

Préambule :

L'**ADIMEP**, Association pour la Diffusion de la Médecine de Prévention, est une association loi 1901 à but non lucratif, fondée le 3 septembre 1970 par des médecins du CHU de Toulouse, dont l'objet est triple :

1. Préserver la santé et le bien-être ;
2. Améliorer la qualité de vie ;
3. Accroître l'espérance de vie en bonne santé.

L'ADIMEP dispose de professionnels de santé, répartis sur les départements d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine, formés pour intervenir auprès de personnes souffrant d'incurie et vivant dans un habitat indigne.

Spécialisée dans la réalisation de bilans de santé, l'ADIMEP fournit, grâce à des équipes itinérantes, ses prestations de dépistage, de bilans de santé, d'éducation à la santé et de vaccination à divers organismes (Régime agricole, Régime général, Caisses de retraite, Divers organismes d'Etat, mutuelles, collectivités locales, entreprises de droit privé...).

L'ADIMEP est certifiée **ISO 9001** pour les activités suivantes :

- Prévention en santé et évaluation ;
- Analyse et traitement de données ;
- Préparation et conservation d'échantillons biologiques à très basse température.

L'ADIMEP a pour projet d'améliorer la prise en charge et les conditions de logement des personnes dites en situation d'incurie ou atteinte du syndrome

de Diogène en proposant une évaluation de l'état de santé et un accompagnement adapté à ce public par un professionnel de santé.

Elle sollicite la Ville de Montpellier pour le versement d'une subvention.

Ce projet s'inscrit dans la politique de la Ville en matière de Santé Publique et de lutte contre l'habitat indigne.

En effet, la Ville de Montpellier, qui intervient suite à des signalements de logements insalubres ou dangereux, fait le constat d'un certain nombre de personnes en situation préoccupante, souvent isolées et exposées à des risques importants. Leur prise en charge, complexe, relève à la fois du domaine médical et social. Un accompagnement global et dans la durée par un professionnel de santé peut permettre d'obtenir une évolution favorable et d'éviter le recours à des procédures coercitives issues des polices de l'habitat.

C'est pourquoi ma Ville souhaite soutenir ce projet.

Il convient par conséquent de conclure une convention pour définir les modalités de versement de cette subvention.

Article 1^{er} - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les obligations des parties dans le cadre du versement d'une subvention par la ville de Montpellier au profit de l'ADIMEP pour la mise en place d'un dispositif d'accompagnement des personnes en situation d'incurie ou atteinte du syndrome de Diogène.

Article 2- Engagements de l'ADIMEP

L'ADIMEP met en place un dispositif de lutte contre l'incurie et l'habitat indigne reposant sur l'intervention d'un professionnel de santé qui sera en capacité "d'aller vers" les occupants de ces logements, d'évaluer leur état de santé, de les orienter et les accompagner sur la durée vers les dispositifs existants.

L'équipe de professionnels est encadrée par un médecin en santé publique, un responsable des opérations et une cadre infirmière diplômée d'Etat (IDE). Elle est complétée par un épidémiologiste.

L'intervention consiste à accompagner et prendre en charge les bénéficiaires sur les volets sanitaire, social et du logement par un professionnel de santé dans une démarche concertée. Elle vise à :

- Améliorer les conditions de vie des personnes vivant en logement indigne et de leur voisinage ; Éliminer ou réduire les risques et les désordres ;
- Rompre l'isolement, favoriser le rétablissement du lien social.
- Réduire des inégalités sociales de santé ;
- Prévenir le développement de maladies et la survenue d'accidents ;
- Réintégrer la personne dans un parcours de soin et favoriser la reprise en main de sa santé (selon la définition de l'OMS comprenant les volets somatiques, psychologiques et sociaux).

- Orienter vers les dispositifs de droits communs et pour l'accès aux droits sociaux.
- Rétablir un environnement sanitaire, social et technique s'appuyant sur des ressources locales pérennes.

L'objectif est de permettre aux personnes accompagnées de se réapproprier leur logement, exempt de risque sanitaires pour eux-mêmes et le voisinage, sur le long terme.

Article 3 - Organisation

La Ville de Montpellier indique à l'ADIMEP, par courriel ou téléphone, les situations dont elle a connaissance. Elle transmet informatiquement via un espace sécurisé dédié le signalement et les éléments l'accompagnant.

L'ADIMEP héberge et met en œuvre un système d'information sécurisé permettant le suivi des situations (« main courante ») : qui, quoi, comment, où, quels résultats.

Cet environnement est ouvert à une personne référente désignée par la Ville de Montpellier (login / mot de passe). Il lui permet de déposer les éléments d'information nécessaires à la prise en charge des situations et d'être informée de leur évolution, dans le respect du secret médical.

Dès lors qu'elle est informée d'une situation, l'ADIMEP intervient avec une IDE en poste sur le département. Elle connaît l'environnement, les ressources et les partenaires locaux. Elle assure et contribue aux fonctions suivantes :

- Prise de contact avec le bénéficiaire, instauration d'une relation de confiance, recherche de son consentement.
- Visites à domicile, diagnostic sanitaire, social et technique. Identification des risques, des désordres et des besoins.
- Élaboration de la stratégie d'accompagnement.
- Élaboration du plan d'action concerté avec le bénéficiaire.
- Mobilisation, mise en lien et coordination des ressources locales, sanitaires, sociales et techniques. Recherche des financements.
- Coordination des partenaires, accompagnement du bénéficiaire sur une durée allant jusqu'à 18 mois en moyenne.
- Médiation avec l'environnement du bénéficiaire.
- Désencombrement, nettoyage, réparation, réduction ou élimination des désordres, mise en sécurité et gestion des animaux.
- Mise à jour du dossier sécurisé partagé avec la mairie de Montpellier, évaluation des résultats, fiche de synthèse, surveillance à 6 mois après clôture du dossier.

Il est précisé qu'au cours de l'accompagnement du bénéficiaire, si des situations de risque d'atteinte grave à la santé ou à la sécurité de l'occupant ou du voisinage sont constatées et qu'il convient, malgré la médiation, d'engager des mesures en urgence pour mettre fin à ce danger, l'ADIMEP prendra contact avec la DSPE et organisera une visite conjointe avec les agents de la DSPE.

Si des mesures sont prescrites en urgence en raison d'un danger imminent, l'ADIMEP s'assurera de la mise en œuvre d'un accompagnement adapté de l'occupant afin de faciliter la réalisation de ces mesures.

Article 4 - Montant de la subvention

La présente convention prévoit un maximum de 8 dossiers, pour un montant global de 15 000 €.

Article 5 - Sanction

En cas d'inexécution des obligations de la présente convention, la ville peut exiger le versement de tout ou partie des sommes déjà versées après examen des justificatifs présentés par l'ADIMEP et avoir entendu ses représentants. La ville en informe l'ADIMEP par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 6 - Date d'effet - Durée

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature et expire à l'issue d'une durée de douze (12) mois.

Article 7 - Données à caractère personnel

Dans le cas où les parties ont à procéder au traitement de données à caractère personnel, elles devront se conformer aux dispositions de la législation et réglementation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assurer notamment un niveau de sécurité adéquate de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur en France et en particulier à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite Loi Informatique et Libertés.

Article 8 - Confidentialité

Chaque Partie reconnaît que, au titre de la présente convention, elle a eu ou pourra avoir accès à des informations que l'autre Partie lui mentionnera comme confidentielles, notamment toute information orale, écrite, informatisée ou quelle qu'en soit la forme, directement ou indirectement communiquée par et/ou émanant d'une Partie et concernant ses activités, produits, services ou sa publicité ainsi que tout document interne d'une Partie extrait ou fondé sur toute information communiquée par l'autre Partie.

Dans ce cas, les Parties définiront ensemble les mesures de sécurité à mettre en œuvre pour protéger les Informations Confidentielles de l'autre Partie. Chaque Partie s'engage à ne révéler les Informations Confidentielles qu'à ceux de ses employés qui auront absolument besoin de les connaître, en les informant de la nécessité du respect des présentes stipulations.

Cette obligation de confidentialité restera valable pendant une durée de 2 ans suivant la date d'expiration ou de résiliation de la Convention, quelle qu'en soit la cause.

Article 9 - Garantie - Responsabilité - Assurance

L'ADIMEP reconnaît avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable la garantissant pour toutes les conséquences de la responsabilité civile lui incombant à raison des dommages causés à autrui du fait de l'exécution des présentes.

Article 10 - Dispositions Générales

La présente convention constitue l'intégralité des obligations entre les Parties et se substitue à tous les autres accords antérieurs, écrits ou oraux, se rapportant au même objet.

Les Parties reconnaissent que le présent partenariat ne crée entre elles aucun lien de subordination, d'agence, d'association ou d'entreprise commune. En outre, chacune des Parties agit en son nom propre et pour son propre compte. Une Partie n'a ni le pouvoir, ni l'autorisation d'engager une autre Partie de quelle que façon que ce soit. Les Parties de cette convention ne délèguent aucun mandat ou pouvoir à une des autres Parties.

Article 11 - Droit Applicable et Juridictions Compétentes

La présente convention est soumise au droit français.

Toute contestation relative à l'interprétation et à l'exécution de la convention de partenariat est soumise au tribunal administratif de Montpellier.

Article 12 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

Fait à _____, le _____

En deux exemplaires originaux

Pour ADIMEP

Pour la Ville de Montpellier

Dominique Raynal
Président

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.